

Uruguay

L'Uruguay est un pays du Cône Sud de l'Amérique du Sud, situé au sud du Brésil et au nord-est de l'Argentine, dont il est séparé par le fleuve Uruguay qui lui a donné nom. Il est né de la sécession de la Cisplatine, province la plus méridionale de l'Empire du Brésil, et de l'échec de sa réincorporation aux Provinces-Unies du Río de la Plata. En 2020, la population du pays est estimée à 3 530 912 habitants. Sa capitale, Montevideo,

Comme dans le reste du monde, entre la seconde moitié du XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e siècle, le service des télécommunications a commencé à être fourni en Uruguay selon deux modalités : le télégraphe et plus tard le téléphone.

Le Télégraphe

En 1855, Adolfo Bertonnet envoya un message transmis du Cabildo de Montevideo à sa propre maison dans l'actuelle Ciudad Vieja.

En 1865, l'entreprise composée de Juan Proudfoot et Mateo Gray pose un câble télégraphique sous-marin entre Montevideo et Buenos Aires.

En 1900, il y avait 5 700 km de câbles télégraphiques dans le pays.

En 1904, la Wireless Telegraph & Signal Company a commencé à installer une station de télégraphie sans fil.

En 1914, le réseau Eastern Telegraph est nationalisé.

Le Téléphone

À l'heure de la modernisation, le pays a misé sur les transports et les communications pour avancer.

Il n'y a pas de trace de tests ou d'installations de téléphone avant 1882. On peut dire que le téléphone a été introduit en Uruguay par deux Américains. **Manton et Gower**.

En 1880 La première compagnie de téléphone de service public commença à opérer dans la capitale, par concession accordée à M. Benjamin Dyer **Manton**, consul américain à Cologne : La "*River Plate Telephone and Electric Light*" avec des **téléphones Gower- Bell**.

En 1881 La concession du service téléphonique qui a été transférée à la société anglaise, la **River Plate Telephone Co.**

Courant 1882, Un central téléphonique a été installé dans le bâtiment de la Bourse de **Montevideo**.

La "*Compañía Telefónica de Montevideo Ltda.*", communément appelé "**Montelco**", intégré au capital anglais, a acheté les droits et installations des deux précédents, acquérant leurs droits et installations opérant à Montevideo, et en concurrence avec la Sociedad Cooperativa Telefónica Nacional. Ses bureaux se trouvaient à Rincón 620, dans la capitale.

Le 6 mai 1882, le centre téléphonique à Las Piedras a été inauguré.

L'installation et le service téléphonique était créé avec la société privée anglaise "*The River Plate Telephone and Electric Light Company*",

Peu de temps après, la « *Compañía Telefónica La Uruguay S.A.* » est créée.

Avec la concessions de la "*River Plate Telephone and Electric Light*", un **central téléphonique et télégraphique** a été installé dans la résidence du **président de la République**, qui était reliée à **Canelones-Paysandú et Salto, et à Montevideo** avec les chefs de gouvernement.

En 1884 Avec à peine deux ans plus tard, ils y avait plus de **600 abonnés** dans la capitale **Montevideo** et à partir de ce moment, les réalisations ont commencé à s'accumuler.

En 1888, la **société de Montevideo** "*Compañía Telefónica de Montevideo Ltda.*" acquit les droits et les installations de la « *Compañía Río de la Plata* » et de « *La Uruguay* », qui opérait à partir de Ciudad Vieja en concurrence avec la "*Sociedad Cooperativa Telefónica Nacional*".

La concession du service téléphonique qui a été transférée en 1881 à la société anglaise, la **River Plate Telephone Co.**, qui, avec son successeur, la **Monte Video Company**, est depuis lors la **principale autorité téléphonique de l'État**. Cette dernière société a été créée en 1888 et, en 1889, et 659 téléphones étaient déjà installés.

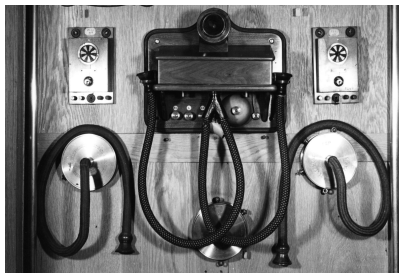
1889 Il n'y a pas de données fiables prouvées sur le moment où la première communication téléphonique a été établie en Uruguay, mais :

la **première communication téléphonique** entre **Buenos Aires et Montevideo remonte à 1889** en utilisant le câble télégraphique sous-fluvial placé en 1866 sur les eaux du Río de la Plata qui reliait le département de Colonia à la ville argentine de Pointe Lara (en utilisant les lignes de la "*Compañía Telegráfico-Telefónica del Plata*").

Historiquement, donc, l'exploitation des services de télécommunications en Uruguay était à la charge de plusieurs sociétés privées, dont "*The River Plate Telephone and Electric Light Company*" et la "*Compañía Telefónica La Uruguay SA*" et la société anglaise "**Gower Bell**".



Modèles **Gower-Bell**



En 1887 il y avait 2166 abonnés.

Octobre 1889, Le **téléphone international** arrive en Amérique du Sud :

l'opération a commencé entre Buenos Aires, Argentine, et **Montevideo**, Uruguay via une ligne qui comprenait un câble téléphonique de 90 km à travers le Río de la Plata.

En 1890, le câble téléphonique sous-marin est posé entre Montevideo et Buenos Aires (Colonia-Punta Lara).

En 1891 le National Telegraph avait un réseau de 4 367 km, 22 employés et traitait 232 587 dépêches par an.

Le 17 mars 1902, l'État nationalise la Société Télégraphique et l'annexe à la Poste Nationale.

En 1892, **Marcelino Díaz**, un pionnier de l'industrie électrique dans le pays, a tenté d'entreprendre la construction de conduits pour les faisceaux de câbles téléphoniques souterrains, qui ont remplacé les lignes aériennes, qui ont tellement préoccupé les conseils économiques et administratifs dès le début qu'ils ont dû les autoriser et ils les réglementent, très strictement.

1896 sous la présidence de Juan Idiarte Borda, l'État uruguayen promulgue un décret qui établit la surveillance de la Direction générale des postes et télégraphes sur les réseaux, créant ainsi le premier réseau de télécommunications d'État.

Le financement de ladite administration se ferait avec le paiement que les usagers sera effectué lors de l'utilisation du service, comme établi dans le décret n° 429/999

"Règlement pour la construction des lignes télégraphiques et téléphoniques nationales".

L'article 42 précise qu' "en aucun cas les réseaux téléphoniques de l'État ne seront reliés à des lignes appartenant à des entreprises privées".

En 1900, le télégraphe-téléphone avait un réseau de 5 700 km en Uruguay et envoyait 400 000 dépêches par an.

En 1904, alors que le monde croisait messages télégraphiques et appels téléphoniques par des câbles qui traversaient les mers, une guerre civile éclata en Uruguay.

Afin de couvrir les alternatives de la révolution d'Aparicio Saravia, le gouvernement uruguayen signe un contrat avec Telefunken pour installer une station radiotélégraphique

sur le Cerro de Montevideo.

En 1907, l'État acquit la plus grande compagnie privée de télégraphe et de téléphone, Platino-brésilienne.

En 1908, la loi prévoyait l'installation de 14 stations radiotélégraphiques sur tout le littoral de Chuy, et cette même année Marconi fut engagé pour installer une station radiotélégraphique à Punta del Este.

En 1914, au début de la Première Guerre mondiale, l'État unifie l'ensemble du réseau télégraphique national sous sa propriété et sa gestion avec l'acquisition de la société Telegrafo Oriental.

1915 La loi 5356 de l'année 1915 marque le début de la deuxième étape dans l'histoire des télécommunications. Par son intermédiaire, l'Administration générale des postes, télégraphes et téléphones est créée, lui donnant le statut de personne morale, et instituant le monopole de l'État sur ces trois activités. Dans son article 1, la loi établit que "les services de la poste, du télégraphe et du téléphone seront exploités exclusivement par l'Etat dans les conditions déterminées par la présente loi..."

1918 la téléphonie manuelle se répand à l'intérieur du pays.



1918 La photo montre le poste téléphonique de la ville de **Marmarajá** (département de Lavalaja).

À droite, M. Anacleto Ferraresso (propriétaire des champs entourant l'emplacement de la cabine téléphonique), opère le panneau de connexion.

La photo a été cédée par les proches descendants de M. Anacleto Ferraresso. (Photo courtoisie : Dr. Ing. José Joskowicz, Institut de génie électrique, Faculté de génie, Université de la République, Montevideo, Uruguay)

1922 Les opérateurs téléphoniques en Uruguay ont fondé le premier syndicat de femmes en 1918 et ont organisé une grève en 1922.

Un conflit de travail a éclaté à la "Compañía Telefónica de Montevideo Ltda". qui a donné lieu à une nouvelle législation sur le droit de grève des employés publics, par la loi 7514 du 5 octobre 1922 . Ses dispositions fixent le salaire minimum pour différentes catégories de salariés de l'entreprise , « et établissent deux obligations pour l'entreprise : réintégrer le personnel gréviste et payer les salaires perdus pendant la grève. Le respect de ces dispositions par la société concessionnaire constitue une condition nécessaire pour continuer à opérer en tant que telle. En effet, la Loi 7.514, dans son art. 1ère lecture : "Afin de continuer à opérer en vertu de l'autorisation précaire et à titre provisoire, la Compagnie de Téléphone de Montevideo [...] doit verser à ses téléphonistes [...] le salaire minimum de 50 \$ par mois [...] Elle sera également tenue de rembourser tout le personnel mis à votre service avant le déclenchement de la grève en cours . Selon l'art. 2, "versera également au personnel gréviste le salaire correspondant aux jours qu'il aura chômés". Le mois suivant, le pouvoir exécutif a dû émettre une résolution interprétant ces dispositions, déclarant qu'"il résulte de la lettre de la loi susmentionnée que les avantages atteignent tout le personnel existant au moment de déclarer une grève [...]" (résolution de l'Administration Nationale du Conseil du 24 novembre 1922).

La grève de 1922

Le 1er septembre 1922, l'Union remet le cahier des charges au directeur de la Montevideo Telephone Company. Le responsable a déclaré "que les téléphonistes demandent des choses excessives lorsqu'ils demandent une augmentation de leurs modestes salaires de 30 pesos par mois (quand ils le gagnent)".

La grève débute le 3 septembre 1922 à dix heures du matin. Elle avait été déclarée la veille au soir, selon le journal Justicia, qui a réservé une couverture pour l'émission du 4 septembre. Le journal El Día, organe du Batllismo, une faction du Parti Colorado, a publié le 3 septembre (p. 6) qu'en réponse au refus de la direction d'accepter les revendications du syndicat

«... il a été examiné hier soir dans une grande assemblée d'employés et travailleurs du téléphone. Après un débat au cours duquel la nécessité de contrecarrer la décision de ladite entreprise par un mouvement de résistance a été révélée, il a été décidé de déclarer une grève, qui devrait commencer aujourd'hui à 10 heures ».

Le syndicat des travailleurs du téléphone (hommes), qui existait déjà, s'est mis en grève. D'où l'utilisation du masculin dans l'actualité du journal El Día. El País, De son côté, l'organe d'Herrerismo, une fraction du Parti national, le même jour, en page 3, parlait du « gentil syndicat des téléphonistes » qui s'était réuni pour résoudre la grève

L'assemblée nombreuse et enthousiaste, qui a réuni pas moins de 300 téléphonistes et environ 80 employés, ont accepté d'agir pacifiquement, recommandant de ne recourir à aucune violence, afin que la victoire soit totale. Les employés masculins (principalement des chauffeurs et des gardes de ligne) ont rendu impossible de traiter le mouvement comme féminin. Cependant, parfois, le mouvement est reconnu comme un mouvement de femmes, mais avec des jours, le conflit est "des travailleurs du téléphone". Les discours méritent une analyse, les téléphonistes apparaissent comme des "créatures" faibles qui méritent d'être aidées et sauvées, elles sont le "beau sexe", le "gentil mouvement des femmes" qui parfois menace, mais doit triompher dans sa lutte, est le dénominateur commun de tous les médias. Il n'y avait pas de femmes écrivant des nouvelles et le public cible des journaux était les hommes, de sorte que le masculin était couramment utilisé, sauf pour sauver les femmes pauvres exploitées.

Il est important de souligner que dans une analyse générale de la presse, concernant la grève, tous se sont alignés en faveur du syndicat. Selon la Justicia, les abonnés se sont également joints à la grève, et sont même venus tenir leurs propres assemblées, puisque tant qu'elle a duré, ils ont été contraints de continuer à payer le service, à l'avance comme il était d'usage. Mais le service était très mauvais et les communications étaient difficiles tant que durait le conflit.

Pendant les jours que dura la grève, des assemblées se tenaient quotidiennement, en général la participation était indiquée par les médias comme nombreuse. D'autres syndicats ont collaboré avec les femmes, reconnaissant le syndicat et leur lutte, ce qui représentait également une réalisation des femmes. Selon 'Justicia', la Fédération régionale ouvrière uruguayenne (FORU) d'origine anarchiste était présente à l'assemblée, soutenant moralement et matériellement le mouvement. Le chroniqueur du journal Justicia a montré sa surprise

En vérité, jamais nous n'aurions pensé retrouver dans le milieu de nos ouvrières l'enthousiasme, l'union, la solidarité et la combativité qui flottaient dans la rencontre de samedi. Il est certes encourageant ce geste des camarades du téléphone qui se sont ainsi lancées dans la lutte, libres des préjugés qui jusqu'à présent, comme toutes les femmes exploitées, ont été victimes d'humiliations sans nom et considérées comme pires que des esclaves. (Justicia, 4 septembre 1922, p. 1)

Le comité de grève se consacre à la collecte de fonds, en les répartissant entre ceux qui ne perçoivent pas de salaire, en tenant compte des téléphonistes suppléants. Les "listes d'inscription pro-mouvement" portaient le sceau de la Telephone Operators Society et du R. de O. Telephone Operators Union". (Justicia, 12 septembre 1922, p. 3). Cela montre les stratégies communes des deux syndicats. Le comité de grève a également organisé un réseau de soutien pour les travailleurs et leurs familles détenus en raison de la grève. (Justicia, 27 septembre 1922, p. 3)

Après 25 jours de grève, la nouvelle a commencé à annoncer un règlement imminent et l'acceptation des conditions proposées dans le document, ce qui signifiait une victoire radicale contre l'entreprise. On rappelle aussi que les deux syndicats y étaient parvenus ensemble, celui des ouvriers et celui des femmes téléphonistes. Les annonces du comité de grève exhortent les abonnés à ne pas payer les services téléphoniques et les collègues grévistes à poursuivre le combat.

Le 18 octobre, l'assemblée s'est tenue dans les locaux d'Obreros en Calzado, et avec une présence massive, après avoir accepté les conditions du document, elle a décidé de lever les mesures de grève et de reprendre ses activités. La Compagnie s'était engagée à verser cinquante pesos par mois à chaque opérateur, à accorder une augmentation de 25 % des salaires dont bénéficiaient les gardes à la ligne, les contremaîtres, les manœuvres et les ouvriers des appareils, et à réintégrer tous les grévistes dans leurs fonctions. Les attentes que Justicia résume dans les épisodes suivants font allusion à la participation des femmes à la lutte et à l'unification des deux syndicats.

[...] Surtout, les compañeras ont fait preuve, c'est la première fois qu'elles se lançaient en si grand nombre dans ce genre de mouvement, d'une détermination et d'une combativité qui nous font vraiment concevoir des espoirs fondés que l'incorporation des travailleuses aux mouvements ouvriers, apportera une contribution inestimable aux luttes entre le capital et le travail. (Justicia, 19 octobre 1922, p. 2)

[...] Après le constat fait par le tableau détaillant les quelques incidents survenus après le succès, la fusion des deux entités a été évoquée, constituant le Syndicat Unique des Opérateurs Téléphoniques. Cette fusion a été approuvée à une écrasante majorité sur le principe, déléguant aux comités exécutifs des deux sociétés le traitement détaillé de la manière dont cette union sera réalisée. (Justicia, 25 octobre 1922, p. 3)

Les assemblées massives semblaient ne pas faire allusion à l'autre pli de la réalité : l'État et les politiciens qui discutaient du conflit. D'une certaine manière, le conflit entre le syndicat et l'entreprise, les assemblées et le comité de grève, s'est déroulé dans une dimension parallèle, puisqu'ils n'ont pas reconnu la dimension gouvernementale.

Cette position est cohérente avec le type d'action directe typique des organisations anarchistes et des syndicats d'opposition, qui ne voyaient aucune possibilité de transformation sociale dans l'État, alors même que le parlement discutait simultanément d'une loi fixant le salaire minimum des téléphonistes, et donc pouvoir mettre fin au conflit. Il est intéressant de noter que puisque le Parlement est celui qui est intervenu et a mis fin au conflit avec la loi n° 7 514 du 6 octobre 1922, les chroniques de la justice n'ont pas mentionné l'affaire.

En 1923, la *Monte Video Company*, qui est depuis lors la principale autorité téléphonique de l'État. comptait **12 229 abonnés** sur un total de **23 591 en Uruguay**. Sa principale concurrente, la *Sociedad Cooperativa* possédait alors 4 055 téléphones.

Les négociations pour la nationalisation du système de la Société sont en cours depuis 1922, mais aucune décision définitive n'a encore été prise.

En 1925, il y avait 29 compagnies de téléphone privées dans tout l'Uruguay et en 1928, le service de télécrypteur est opérationnel et, par conséquent, la transmission de données.

1925 En dehors des États-Unis, il y avait entre 10,000 et 50,000 téléphones qui fonctionnaient (Chile, Colombia, Cuba, Egypt, Hong Kong, Indonesia, Ireland, Korea, the Philippines, Romania, Turkey, Uruguay, Venezuela).

Le 16 novembre 1931, la loi 8767 est approuvée : en faveur de l'UTE : le conseil d'administration est autorisé à prendre en charge la construction et le monopole des communications téléphoniques.

- L'article 1 établit "le monopole des communications téléphoniques par câble dans tout le pays".

- Le conseil d'administration est également habilité à exproprier les sociétés alors en activité conformément à la loi, chaque fois que cela est dans l'intérêt public.

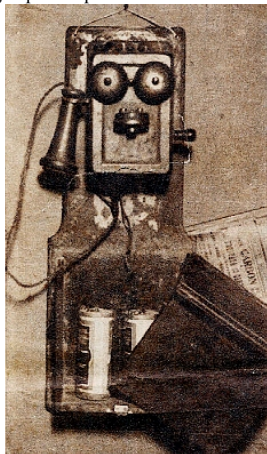
Il est à noter que le monopole accordé à l'UTE par cette loi concernait les communications téléphoniques par câble et ne couvrait pas la radiotéléphonie – encore peu connue – ni le télégraphe, qui était exploité par l'Administration des Postes, Télégraphes et Téléphones.

En 1932, dans la République espagnole de Madrid, entre les miliciens et les barricades, est fondée l'**Union internationale des télécommunications** – le mot « télécommunications » est inventé en cinq langues – et en 1927 les télécommunications sont définies comme « toutes les communications télégraphiques ou téléphoniques ». L'Uruguay était l'un des 76 pays fondateurs.

En 1933 les **premiers centraux téléphoniques publics automatiques** sont installés en Uruguay.

Les nouveaux téléphones remplacent l'ancien modèle (manuel à manivelle) par des téléphones à cadran pour numérotier.

Ils permettaient à l'utilisateur de composer en tournant le cadran correspondant à chaque numéro aussi loin que possible dans le sens des aiguilles d'une montre, en répétant le processus avec chaque chiffre jusqu'à ce que le numéro souhaité soit composé. Ceci est possible grâce au système de ressort interne de l'équipement.



Téléphone manuel à manivelle



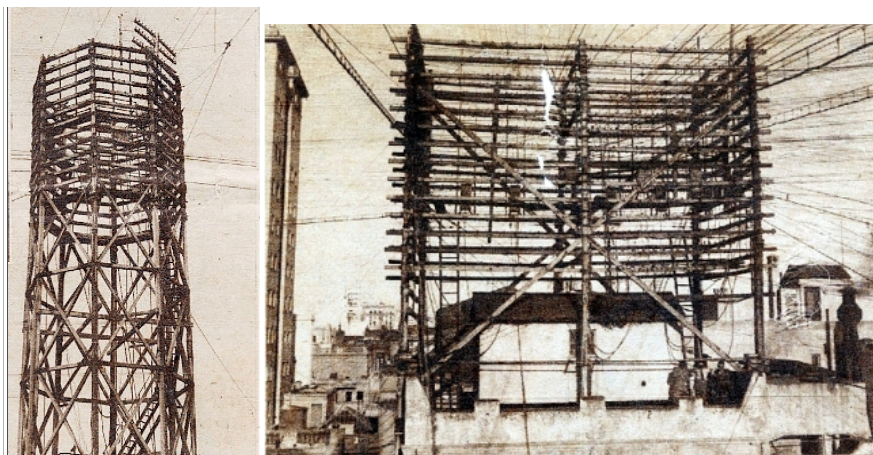
Nouveau modèle à cadran

Dans le journal "*El Día*", du **26 février 1933** accompagné de plusieurs photos en héliogravure, on lit :

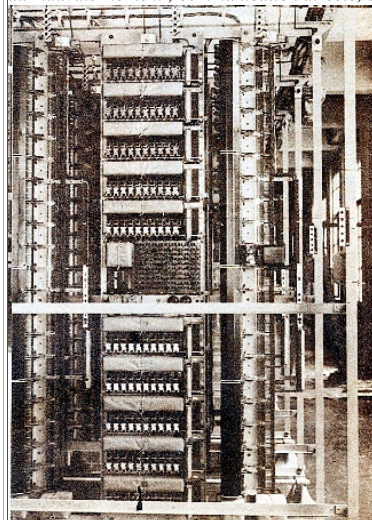
«... Cette année-là, les liaisons interministérielles continuaient à se faire par opérateur, et il n'y avait que des liaisons "tronc" depuis Montevideo à Colonia, Trinidad, Canelones, Floride, Durazno, San José, Minas, Rocha et Maldonado, et la plupart d'entre eux n'avaient que des services de jour.

...

Ce qui est parti : Enchevêtrement de fils de fer, qui au moindre souffle de vent s'emmêlent, rendant encore plus inutile la destination supposée d'établir des communications ; des hauts poteaux menaçant de s'effondrer, qui défigurent également le panorama de la ville ; torture des sonneries et confusions dans l'appareil diabolique qui appelle traîtreusement là où il n'était pas nécessaire ; risque et laideur. Futilité...»



« Ce qui s'en vient : Simplicité automatique dans les communications téléphoniques ; élimination des intermédiaires qui rendent les commandes confuses et les interrompent au mauvais moment ; communication directe; sobriété, pratique Progrès... »



Vue du centre automatique.

En 1947, l'UTE acquiert la dernière compagnie téléphonique privée de l'intérieur, la Flores Telephone Union.

Depuis le **15 octobre 1951**, date à laquelle la loi autorisant l'**UTE** à monopoliser le service téléphonique du pays a été approuvée, ce gadget qui, dans l'agitation de notre vie moderne, est devenu un élément de "première nécessité", est l'élément par excellence à travers lequel les communications entre les Uruguayens sont établies.

Les années 1950 et 1960 sont marquées par des avancées importantes dans le domaine des télécommunications : en 1956, la Suède commence à offrir un service de téléphonie mobile sans fil et le premier câble téléphonique transatlantique exclusif est installé entre l'Angleterre et les États-Unis. En 1960, le brevet pour les fibres optiques et les émetteurs laser est déposé ; en 1963, c'est l'apparition commerciale du téléphone à tonalité, lancé par Western Electric ; et en 1964, Xerox brevète et lance le premier service de télécopie commercial offert au public.



Cabine publique.

Les cabines publiques : Plan de UTE :

Un nouveau plan directeur pour Montevideo est en cours d'étude, qui tentera de soulager les zones qui souffrent le plus des pannes téléphoniques, comme celles de l'est de Montevideo, et la centrale téléphonique de Paso Molino et ses dérivés. Ce plan, encore à l'étude, s'appuiera sur des statistiques compilées par l'UTE et couvrira une période de 10 ans de travaux.

Le calcul du coût d'un plan similaire, si chaque appareil installé signifie 100 \$ US pour les installations dans le Central plus 10 à 15 \$ US pour chaque appareil installé dans la maison, auxquels il faut ajouter les lignes dans la rue etc., qui arrondit en un chiffre approximatif, sera plus ou moins, 300 \$ US. En outre, ledit plan envisagerait l'installation de **600 nouveaux téléphones publics** (Montevideo en compte 400, ce qui le porterait à un total de 1 000).

Les plus fortes concentrations d'appels ont lieu entre 10h et 11h et entre 16h et 17h en hiver et seulement entre 10h et 11h en été ; ces chiffres sont des moyennes pour l'ensemble de Montevideo puisque dans les zones purement résidentielles comme Carrasco, par exemple, la plus forte concentration se produit la nuit.

Bien que le dernier recensement nous parle de notre formidable macrocéphalie urbaine, il y a plus d'appels de l'intérieur vers Montevideo que de Montevideo vers l'intérieur. 200 000 pour le premier cas et 110 000 par mois pour l'autre, la concentration maximale se produisant dans les mois d'avril à octobre. Bien qu'il y ait beaucoup "d'appels" de l'intérieur vers Montevideo, "ils ne manquent pas" parmi ses localités : 250 000 en un mois. Il est intéressant de noter que plus la distance entre deux points est grande (plus le

coût est élevé), plus le temps utilisé dans les communications augmente progressivement après les trois minutes dix-huit secondes qui sont utilisées en moyenne entre les 100 et les 150 kilomètres.

Quant aux télécommunications à l'étranger, les Monténégrins dépassent ouvertement ceux de l'intérieur : 24 000 par mois contre à peine 6 000.

En 1974, la téléphonie cesse de dépendre de l'UTE, qui n'est plus en charge que des centrales électriques et des transmissions électriques de l'État, tandis que le service téléphonique dépend d'une nouvelle agence de l'État, l'**Administration nationale des télécommunications**.

L'*Administration Nationale des Télécommunications (ANTEL)* est créée par le décret-loi 14.235 du 25 juillet 1974, sous la forme juridique de service public décentralisé.

Le remplacement des centraux manuels par de nouveaux centraux automatiques commence.

1976 **ANTEL** organise un appel d'offres pour les entreprises nationales dans le but de numériser et d'automatiser les services Telex, qui est remporté par le consortium d'entreprises Interfase y Controles.

1978 Grâce à l'effort technique de **ANTEL**, la numérotation téléphonique internationale a commencée, permettant le trafic frontalier entre Colonia et Buenos Aires.

1979 Avec l'inauguration du central Telex*, les premiers services de télécommunications numériques automatiques sont fournis en Uruguay, ce qui en fait l'un des six pays au monde ayant la capacité de concevoir et de construire des centraux télex numériques.

* C'est un télégramme privé, une communication écrite avec une machine appelée télécrypteur. En général, il était utilisé pour les entreprises, étant réglementé dans le monde comme un document valable pour eux, puisque les administrations étaient chargées de certifier l'authenticité de l'expéditeur. Les télex étaient le véhicule normal pour les commandes, les échanges internationaux et les échanges d'informations, compte tenu de leur valeur documentaire. Pour établir la communication, l'entreprise à l'origine du message devait taper directement le numéro de télex du correspondant, évitant les intermédiaires et offrant au système une grande fiabilité."

1984 La dernière mesure pertinente de la période dictatoriale en matière de télécommunications a eu lieu le 20 novembre 1984, cinq jours avant les premières élections démocratiques en Uruguay depuis plus d'une décennie.

La **Direction nationale des communications** est créée, dans l'orbite du ministère de la Défense nationale, qui sera chargée de coordonner et de contrôler les services de radioélectricité et de télévision par câble. Ce décret a abrogé plusieurs articles de la loi de création Antel ; son effet le plus palpable a été l'abrogation du monopole d'État sur la télévision par câble, assimilé au régime de la radiodiffusion ; une mesure adoptée dix ans avant l'installation de la télévision par câble dans le pays en proie à la dictature.

1988 Entre 1988 et 1992, le réseau de communication de données URUPAC a été développé. URUPAC n'était pas seulement le premier réseau de communication de données par paquets en Uruguay (le même principe utilisé par l'Internet actuel), mais constituait également un modèle de développement technologique national, à une époque où il s'agissait d'une utopie.

Au-delà de ce que ce projet signifiait pour Antel, il a généré des connaissances locales et une reconnaissance internationale, obtenant plusieurs prix pour la conception de l'interrupteur. Ce projet impliquait une avancée technologique importante pour le pays et fut l'une des premières entreprises à grande échelle de la société de communication uruguayenne.

1989 La première étape de **numérisation des centraux téléphoniques de Montevideo est terminée.**

Cette entreprise a permis d'offrir le service d'appel en attente, la numérisation des liaisons interurbaines pour les micro-ondes ainsi que l'expansion de la téléphonie.

1991 Grâce au contrat d'Antel avec la société Abiatar Sociedad Anónima, l'Uruguay dispose de ses premiers services de téléphonie mobile.

1992 Grâce au dépôt d'un référendum et avec le soutien d'une large majorité de l'électorat (72 % de soutien), certains articles clés de la loi n° 16 211 sur les sociétés publiques sont abrogés. Dans cette décision historique, le peuple uruguayen réaffirme sa souveraineté en **arrêtant la privatisation** de nos principales entreprises (dont Antel), et en les maintenant dans l'orbite de l'État.

1997 Le 30 juillet, la pierre fondamentale du complexe de la tour de communication est posée, un projet réalisé par l'architecte Carlos Ott.

Le 30 septembre, avec l'**inauguration du central téléphonique numérique Paso Molino**, le processus de **numérisation des centraux téléphoniques est achevé**, laissant dans le passé les centraux de commutation manuels et mécaniques ainsi que la transmission analogique.

Avec cette étape importante, l'Uruguay devient le premier pays des Amériques (y compris les États-Unis) à disposer d'un réseau téléphonique 100 % numérique.

Parallèlement, le produit UruguayNet est en cours de développement, un réseau qui permet un accès uniforme depuis le réseau téléphonique dans tout le pays, supportant la transmission de données de type entreprise, permettant la sécurité et la fiabilité, offrant des prix en fonction des ressources consommées et prenant avantage de la capacité installée inutilisée.

Grâce à un grand effort d'investissement dans la technologie d'accès, il est possible d'éliminer la demande non satisfaite, permettant à tous les foyers et entreprises uruguayens de disposer d'un service de téléphonie fixe.

À la fin du XXe siècle, l'utilisation de la téléphonie mobile via des équipements sans fil s'est généralisée, à commencer par les services vocaux, la messagerie texte et le multimédia. Avec l'avancée de la technologie, les téléphones portables ont acquis de multiples fonctionnalités, évoluant vers les téléphones intelligents ou "smartphones". Soutenus par de nouveaux réseaux de services de données, de nouveaux appareils tels que les tablettes, les téléviseurs et les lecteurs multimédias ont également fait leur apparition, avec un accès à un grand nombre d'applications sur Internet.

Au 21e siècle, de nouveaux réseaux d'accès sont déployés sur la fibre optique (le support de transmission d'informations à la plus grande capacité disponible pour les télécommunications), permettant l'accès à Internet aux débits les plus élevés.

Antel joue alors un rôle fondamental en Uruguay, installant une infrastructure qui est le support des services de télécommunications pour les 30 prochaines années, étant une référence régionale et mondiale dans l'incorporation de la technologie de pointe.